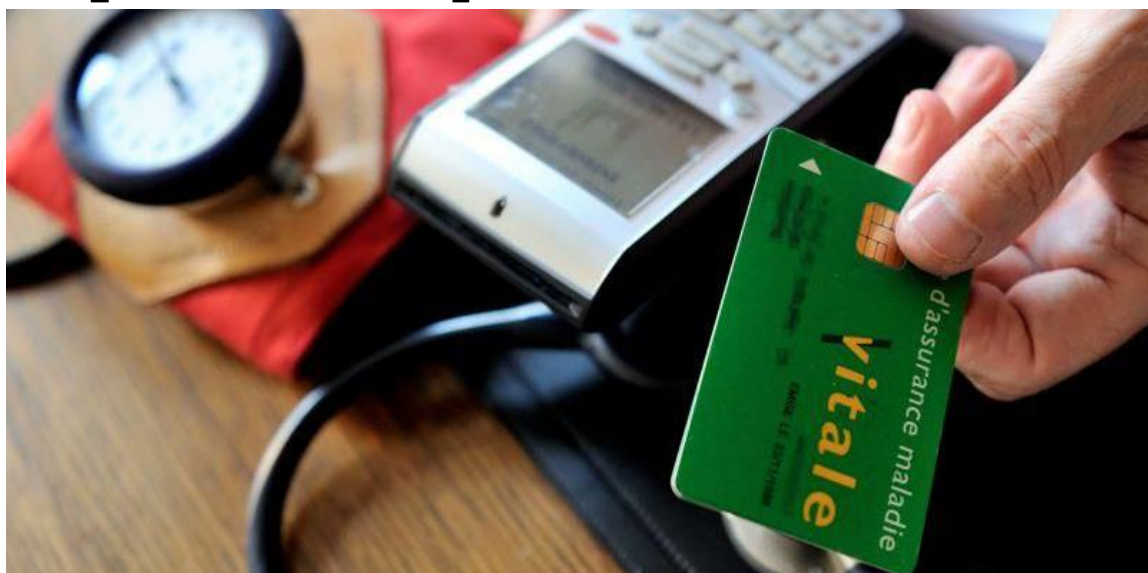


Pourquoi il ne faut pas sauver la Sécurité sociale



Vox Economie (<http://premium.lefigaro.fr/vox/economie/>) | Par [Alexandre Devecchio](#) (#figp-author)
Publié le 29/01/2016 à 17h16

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Le Conseil d'analyse économique propose de réorganiser la Sécurité sociale, qui fonctionne de plus en plus mal. Pour **Éric Verhaeghe**, il ne faut pas la réformer mais la laisser mourir, et la remplacer par un revenu universel.

*Éric Verhaeghe est fondateur de Tripalio, une start-up sur la vie syndicale. Cet ancien élève de l'ENA a occupé des fonctions dans le monde patronal et assumé divers mandats paritaires. Il fut notamment administrateur de la sécurité sociale. Son prochain livre, **Ne t'aide pas et l'État t'aidera** (<http://livre.fnac.com/a9089786/Eric-Verhaeghe-Ne-t-aide-pas-et-l-Etat-t-aidera>), paraît le 25 janvier aux éditions du Rocher. Retrouvez ses chroniques sur son [site \(http://www.eric-verhaeghe.fr/\)](http://www.eric-verhaeghe.fr/).*

Une note du Conseil d'analyse économique (CAE), rendue publique mercredi 20 janvier, propose plusieurs pistes pour le transformer en profondeur le «Sécu». L'objectif est d'éviter «son éparpillement». Que cela vous inspire-t-il?

Cela m'inspire que le diagnostic posé par les auteurs du Conseil d'analyse économique n'est pas le bon. On peut constater que la Sécurité sociale est déficitaire, peu efficace ou injuste, et proposer des remèdes pour l'améliorer. Mais attribuer ses défauts à de l'éparpillement est une imposture. Pour une raison simple: l'ensemble de la Sécurité sociale française est aujourd'hui sous la coupe de la Direction de la sécurité

le problème actuel tient surtout à l'absence de concurrence dans notre système de sécurité sociale.

sociale. Autrement dit, sous son apparent éparpillement, la sécurité sociale est en réalité très centralisée et très étroitement pilotée par une autorité unique. Ensuite, l'éparpillement est un autre mot pour dire «concurrence». On voit bien que les fonctionnaires qui rédigent les notes du CAE cherchent à expliquer les faiblesses de la Sécurité sociale par un excès de concurrence, rebaptisé «éparpillement». Or, le problème actuel tient surtout à l'absence de concurrence dans notre système de sécurité sociale.

Dans votre dernier livre vous proposez une solution plus radicale: laisser mourir la «Sécu» ...

En fait, je propose son remplacement par un revenu universel. Au lieu de demander aux Français de payer des cotisations, donnons-leur de l'argent pour s'assurer eux-mêmes. J'ai bien conscience que cette formule aura encore besoin de quelques années pour cheminer. En attendant, le plus simple me paraît de ne pas «sauver la Sécu» et de la laisser mourir de sa belle mort. Si rien n'est fait aujourd'hui, cette mort ne devrait pas prendre plus de quelques années.

Les Français semblent pourtant attachés à la «Sécu» qu'ils voient comme l'un des grands acquis du CNR. Est-ce vraiment le cas?

Là encore, je ne suis pas sûr que les Français soient tant attachés que cela à la «Sécu». Il faudrait faire ici

La «Sécu» fait beaucoup moins consensus que ses adeptes ne le disent.

l'histoire des résistances françaises à la Sécurité sociale depuis sa création pour comprendre que la «Sécu» fait beaucoup moins consensus que ses adeptes ne le disent. Cette résistance tient à l'histoire même de la Sécurité sociale.

Officiellement, elle fut inventée en 1945, à la Libération. En réalité, l'invention de la «Sécu» de 1945 date plutôt de l'été 1940. En juillet et août de cette année-là, Parodi et Laroque, qui sont les rédacteurs des ordonnances de 1945, font partie des cabinets ministériels de Vichy et concoctent le premier plan qui commencera à prendre forme sous Pétain. On oublie trop souvent que Pétain, pour résoudre le problème du chômage galopant en 1940, crée la retraite par répartition. Pour résoudre les problèmes liés aux déplacements de population, il crée des caisses départementales qui se substituent aux caisses professionnelles d'avant-guerre. Tous ces choix seront intégralement repris et développés en 1945.

Dans votre livre vous interrogez la philosophie politique qui sous-tend le système de protection social. Elle pourrait être résumée par le titre du livre: «Ne t'aide pas et l'État t'aidera» ...

C'est un sujet vaste qui pourrait faire l'objet d'un livre à part. La logique de l'État-Providence tel que nous le connaissons en France repose très largement sur l'étatisation des fonctions de charité et d'assistance anciennement assurées par l'Église. En réalité, nous assistons depuis 1945 à une déification de l'État. En quelque sorte, l'État imagine incarner la Jérusalem terrestre. Ce n'est pas un problème en soi. Il faut juste arriver à décoder la fonction collective que les fonctionnaires s'attribuent dans cet ensemble. Forment-ils un nouveau clergé? En outre, il faut aussi mesurer que cette confiscation de l'horizon providentiel par l'État s'est accompagnée d'une déresponsabilisation des individus: dès la naissance, chacun reçoit un numéro de Sécurité sociale qui le dispense d'assurer son propre avenir. Au vu de ces évolutions, il serait intéressant de réexaminer les conceptions rawlsiennes sur l'égalité en démocratie, et sur ses conséquences néfastes.

«Les Français, peuple d'assistés» ... N'est-ce pas une vieille rengaine du discours libéral?

L'idéologie de l'assistance se distille sous couvert de «solidarité».

Je ne pense pas que le peuple français soit fait d'assistés. En revanche, l'idéologie de l'assistance se distille sous couvert de «solidarité», et elle atteint aujourd'hui des proportions qui posent question. Un chiffre me semble bien illustrer le propos: la France comptait 4,5 millions d'indépendants en 1970, pour moins de 20 millions de salariés. Un actif sur cinq, en 1970, n'était pas salarié. En 2015, la France ne compte plus que 2,5 millions d'indépendants pour près de 25 millions de salariés. En une grosse quarantaine d'années, la part des indépendants dans la société française s'est donc effondrée. Ce me semble être une conséquence directe de la suprématie du salariat que favorise la sécurité sociale.

Vous allez plus loin en soutenant que «la technostructure utilise la Sécurité sociale pour anesthésier les classes populaires et conserver le pouvoir à son propre profit». Sous couvert d'égalité, la Sécurité sociale perpétue-t-elle un ordre profondément inégalitaire?

Il est saisissant de voir que les fonctionnaires ne relèvent pas de la sécurité sociale. Ils en sont pourtant les plus puissants défenseurs. Regardez le RSI: un nombre colossal d'indépendants cherche à le quitter. Les assujettis, les assurés, réclament la liberté de choix. Seuls ceux qui disposent pour eux-mêmes d'un système confortable préconisent d'imposer le régime général... aux autres. Il est curieux que la fonction publique soit parvenue à censurer la question de la fusion des régimes publics et privés pour la retraite, qui est pourtant une question juste. Si cette censure existe, c'est d'abord parce que la fonction publique est très à son aise avec un système qui unifie les statuts privés, mais laisse à part le statut public. Il faut comprendre pourquoi les fonctionnaires instrumentalisent la Sécurité sociale... pour se constituer eux-mêmes en une classe qui défend ses propres intérêts.

La fonction publique et en particulier la haute fonction publique n'est d'ailleurs pas soumise au même régime. Pourquoi?

Précisément, les fonctionnaires disposent de deux avantages. Premièrement, leur régime social est beaucoup plus favorable parce qu'il est financé sans limite par le contribuable. C'est le cas de la retraite des fonctionnaires qui est déficitaire, et dont le déficit est directement comblé par le budget de l'Etat sans autre forme de procès. Ce système permet aux fonctionnaires de percevoir des retraites plus confortables que celles du privé, tout en les faisant financer par les salariés du privé. Ceux-ci cotisent donc deux fois: pour leur propre retraite et pour celle des fonctionnaires. Deuxièmement, la sécurité sociale constitue une

La sécurité sociale, c'est l'outil de la roture.

frontière psycho-sociale. Il y a la classe de ceux qui y ont droit, et la classe des fonctionnaires qui bénéficient d'un système à part, qu'on pourrait qualifier d'aristocratique. La sécurité sociale, c'est l'outil de la roture.

Les indépendants, notamment à travers le RSI sont-ils les «dindons de la farce»?

Oui, parce que le RSI cherche à faire rentrer les indépendants dans le moule du salariat, sans en avoir les moyens techniques, et alors même que les indépendants ne peuvent s'accommoder de ce système très rigide. La fusion des quatre caisses qui a permis de donner naissance au RSI est une solution dont tout le monde connaît le caractère très transitoire. L'objectif final est d'intégrer le RSI dans le régime général et de faire payer le déficit des caisses de salariés par les indépendants. La solution est astucieuse: l'argent qu'on ne trouve plus en augmentant les cotisations viendra directement du régime des indépendants lui-même. De cette façon, le gouvernement pourra sans le dire augmenter les cotisations patronales.

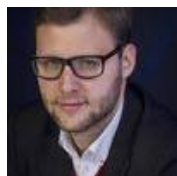
La Sécurité sociale n'est-elle pas utile malgré tout aux plus démunis?

Le caractère solidaire de nos cotisations sociales explique largement la perte de compétitivité de nos entreprises et le coût du travail.

Oui, la sécurité sociale est utile parce qu'elle apporte des prestations «solidaires». Mais c'est toute l'hypocrisie du système français, qui consiste à faire payer la solidarité par les cotisations sur le travail alors qu'elle devrait être financée par l'impôt. Le caractère solidaire de nos cotisations sociales explique largement la perte de compétitivité de nos entreprises et le coût du travail. On fait payer par les employeurs et les salariés une part importante de dépenses qui relèvent en principe de l'Etat. Je propose dans mon livre de recentrer la Sécurité sociale sur la solidarité en recourant à l'impôt beaucoup plus qu'aux cotisations.

Quelle est l'alternative?

Le bon sens consiste aujourd'hui à conserver l'obligation de s'assurer, mais à supprimer le monopole de la Sécurité sociale en restaurant la liberté de choix de l'assureur qui existait avant 1940. Pour permettre à chacun de s'assurer librement, le bon sens consiste à passer au revenu universel. Chaque Français devrait recevoir, dès la naissance, une somme de 650 euros mensuels pour financer sa propre protection sociale. Cette formule très responsabilisante a le mérite d'être vraiment universelle et égalitaire (chaque Français percevrait la même somme tout au long de sa vie), et d'être responsabilisante. Son immense avantage est d'être beaucoup plus simple et moins coûteuse à mettre en place que l'usine à gaz appelée sécurité sociale aujourd'hui.



<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandrevecchio>

Alexandre Devecchio (<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandrevecchio>)

Suivre (<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2540921>)

Journaliste au Figaro et responsable du FigaroVox. Me suivre sur Twitter : [@AlexDevecchio](https://twitter.com/Alex_devecch)
